



Monsieur Jean Louis BORLOO  
Ministre d'Etat  
Hôtel de Roquelaure  
246, Bd Saint Germain  
75700 Paris

Monsieur le Ministre d'Etat,

Nous venons de prendre connaissance du communiqué de Presse relatif à la signature d'un « protocole » à la DGAC ce 29 juillet 2010.

L'UNSA-ICNA dénonce fermement tant la méthode utilisée que les objectifs recherchés.

Les négociations n'ont jamais été transparentes ni équitables. La diffusion des documents et la préparation des réunions s'est toujours faite de manière à favoriser en particulier deux syndicats et à placer les autres devant des décisions déjà prises. Nous ne céderons, à aucun moment, au chantage qui vise à conditionner la participation à d'éventuels futurs Groupes de Travail à la signature d'un texte que nous rejetons.

Sur le fond, vous vous êtes laissé imposer une ligne de négociation qui, en déterminant à l'avance une intégration du statut des personnels du FABEC, n'a jamais pris en compte l'avis des personnels, ni d'ailleurs celui des partenaires du FABEC.

Cette approche, complètement irréaliste et qui a inversé l'ordre des priorités, ne vise – nous n'en doutons pas – qu'à mettre en cause le corps des Ingénieurs du Contrôle de la Navigation Aérienne, dans son recrutement, son niveau de formation ainsi que dans la pluralité des fonctions qu'il exerce. Le contenu des propositions de l'administration marque cette volonté marquée de transformer les ICNA en techniciens du contrôle (ATCO) et l'UNSA-ICNA y est résolument opposé.

Nous ne sommes pas non plus dupes de la volonté jamais vraiment exprimée, mais tellement évidente, de séparer la DSN de la DGAC et d'extraire ses agents du cadre de la Fonction Publique d'Etat.

Depuis plus de vingt ans, la création des corps ICNA et IESSA, ainsi que la mise en place d'une politique protocolaire, ont permis un développement particulièrement important du trafic aérien dans des conditions de sécurité et de performance élevées pour des coûts budgétaires maîtrisés.

Que restera-t-il de la politique menée ces derniers mois ?

- **Une mise en cause sans précédent du travail des ICNA** – et les personnels n'ont aucune illusion sur l'origine des « informations » qui ont conduit à cette campagne de presse qui ne sert qu'à justifier un éventuel changement de statut.
- **La destruction de la politique protocolaire**, puisque celle-ci implique la transparence et la confiance, principes que la DGAC n'a eu de cesse de bafouer.
- **Une dégradation du service rendu aux usagers** qui, nous l'espérons, n'aura pas de répercussions sur la sécurité, dans la mesure où la DGAC a réussi à créer dans les salles de contrôle une tension inappropriée à l'exercice de nos fonctions.
- Sans doute, **l'échec de ce qu'aurait pu être la construction d'un FABEC basé sur la coopération des partenaires dans le respect des différences**, puisqu'un tel projet nécessitait évidemment l'adhésion et le soutien des personnels, et que la DGAC a au contraire misé sur les arrangements cachés et la division de ses agents.
- **Le démantèlement programmé du service rendu sur les aéroports et le risque de voir une partie de notre espace utilisée au détriment de nos intérêts nationaux** (gestion de la zone tri-nationale du « triangle border »), tant l'amateurisme, sinon l'aventurisme, de la DSNA est flagrant sur cette question...

Après des années d'échecs dans la mise en place des grands projets (ERATO, 4-Flight, OPERA...) et de sommes colossales englouties en pure perte – nous faisant perdre toute l'avance technologique que nous avons – la DSNA et la DGAC ont trouvé un bouc émissaire : les contrôleurs, et une solution miracle : la fusion européenne. Mais on ne construit pas sur du sable et encore moins sur du vent.

**C'est pourquoi l'UNSA-ICNA dénonce le protocole signé par certaines organisations syndicales ce 29 juillet 2010 et n'est engagé par aucune de ses dispositions.**

Il estime qu'il ne pourra y avoir de nouvelles négociations qu'en confiance et dans le respect des opinions. Il est prêt à vous rencontrer directement pour vous faire part de ses propositions.

Veillez recevoir, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération.

LE BUREAU NATIONAL DE L'UNSA-ICNA